

FINANCE



Finance \ Climat

Allemagne : appel à l'épargne sur le climat

En inaugurant la quinzaine « Climat et finance », Berlin entend mobiliser les Allemands dans la lutte contre le réchauffement climatique en les incitant à investir dans des produits financiers spécialisés. Si la demande et l'offre existent, la palette financière environnementale est encore très mal connue.

En Allemagne, la quinzaine « Climat et finance », mise sur pied par le gouvernement fédéral, fait un pari pragmatique : d'après des chiffres cités par le Ministère de l'environnement, les investissements nécessaires à la lutte contre le réchauffement s'élèveront à 400 milliards d'euros d'ici 2020. Parallèlement, l'épargne des Allemands devrait s'élever dans cette période à...4000 milliards d'euros. « *Il s'agit donc d'orienter ce flux financier dans la bonne direction* », résumait Norbert Röttgen, le nouveau Ministre de l'environnement (CDU) lors de son discours d'ouverture à Francfort. 36 institutions bancaires ont répondu présentes en organisant dans toute l'Allemagne des évènements chargés d'expliquer quels sont les bénéfices climatiques des produits financiers thématiques.

Un sondage, réalisé en septembre 2009 par l'organisation Finanz-Forum Klimawandel (Forum financier en faveur du climat), montre que plus de la moitié des épargnants allemands souhaitent voir leurs institutions bancaires agir en faveur du climat. Revers de la médaille : la grande majorité des sondés déplorent manquer d'informations quant aux effets concrets sur le climat des produits financiers proposés. C'est pour y remédier que Berlin a organisé cette quinzaine. L'objectif est à la fois de montrer la diversité de la palette de produits proposés : crédits immobilier, plan retraite, fonds en actions, assurances...et le bénéfice environnemental qu'ils peuvent apporter.

Une première démonstration est apportée par l'étude, publiée le 1er février 2010, par l'agence berlinoise Adelphi qui compare les « performances climatiques » des fonds environnementaux à celles des fonds traditionnels. Leur méthodologie, développée avec l'agence de notation extra-financière IN Rate, permet de calculer les émissions de gaz à effet de serre (GES), directes et indirectes, émises par les entreprises dans lesquelles est placé l'argent des épargnants. « *Les placements financiers à critères environnementaux permettent une réduction moyenne de GES de 42% par rapport aux produits conventionnels, et ce, pour un rendement similaire* », relève Walter Kahlenborn, lors de la présentation des résultats de cette étude. « *Ainsi, une somme de 10 000 euros placées dans des produits conventionnels peut entraîner l'émission moyenne de 4,5 tonnes de GES, soit près de 2 tonnes de plus que des produits ISR* ».

L'Allemagne a une approche très différente de la France sur l'ISR. En France, la quasi-totalité des produits financiers ISR ont une approche globale de sélection qui fait appel à des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) et elle peut, éventuellement, être appliquée à des fonds thématiques environnementaux qui sont eux aussi proposés aux épargnants. En Allemagne, la notion d'ISR se confond avec celle du financement des technologies environnementales et plus étroitement celui du secteur des énergies renouvelables. Ce parti pris est cohérent dans la mesure où l'industrie de la technologie environnementale allemande a exporté des biens d'une valeur de 12,8 milliards d'euros en 2008. « *Il s'agit pour nous de conserver cette première place mondiale* », a insisté Norbert Röttgen lors du lancement de la quinzaine devant un parterre réunissant les grands noms de la finance allemande. C'est d'autant plus vrai que Berlin vient d'amorcer le désengagement de l'Etat dans le secteur des nouvelles énergies. Il a annoncé récemment une baisse de 15 % du rachat de l'électricité d'origine solaire...

Interpellation du secteur bancaire

« *Il est certes satisfaisant de voir les acteurs de la finance conventionnelle se tourner vers les produits ISR. Mais que faites-vous de vos produits qui continuent de financer des activités émettrices de carbone ?* » En interpellant ainsi directement des institutions comme la Deutsche Bank, Stefan Rostock, de l'ONG Germanwatch spécialisée sur les enjeux climatiques, met en exergue les impacts du secteur financier sur l'économie globale, au delà de la niche que constitue les fonds thématiques environnementaux. Frank Niehage, président-directeur de la banque suisse Sarasin, spécialiste du développement durable, met les points sur les « i » : « *Je suis ravi d'entendre que la Deutsche Bank, première banque commerciale allemande, investit six milliards d'euros dans la finance ISR. Seulement, la banque Sarasin, bien plus modeste, investit, elle, plus de 100 milliards d'euros en produits ISR !* ».

Thomas Jorberg, membre de la direction de la GLS Bank, doyenne des banques éthiques allemandes, souligne que la discussion doit aller bien au-delà de la commercialisation de produits ISR par les banques. « *Il ne s'agit pas seulement*

d'offrir quelques fonds ISR mais de lancer une remise en question plus globale des pratiques commerciales du secteur bancaire, jusque-là tolérées bon gré mal gré. Ce sont les investisseurs privés, échaudés par le spectacle offert par les acteurs de la finance traditionnelle, qui sont les moteurs de cette nouvelle demande.»

Frank Niehage renchérit : « *Chez Sarasin, les produits ISR ne sont pas l'exception, mais la règle. De plus, nous avons structuré l'organisation de notre institution financière en fonction d'une approche globale du développement durable, incluant la dimension sociale.* ».

Le nouveau ministre de l'environnement avait-il prévu que le débat d'inauguration de la quinzaine Finance et climat mettrait l'accent sur le rôle crucial que la finance conventionnelle joue sur l'intégration par l'économie des facteurs liés au changement climatique ? Le fait que ce débat ait lieu rend Thomas Jorberg optimiste : « *Cette discussion n'aurait pu avoir lieu il y a seulement 5 ou 10 ans. Ce sont nos clients qui sont à l'origine de cette mutation. Ils savent ce qu'ils veulent et ce n'est certainement pas la maximisation la plus rapide des profits* ».

Claire Stam à Francfort (Allemagne)

Mis en ligne le : 01/02/2010

© 2009 Novethic - Tous droits réservés